

### **Métropole et moyenne montagne, un malentendu?**

Intervention d'[Alain Faure](#), chercheur au CNRS en science politique, [PACTE](#) Université de Grenoble

« Merci pour cette invitation à débattre avec les adhérents du CAUE au terme de cette assemblée générale. Jean-Marie Guillot et Nicolas Evrard viennent de délivrer deux diagnostics complémentaires pour confirmer l'hypothèse d'un malentendu en formation entre les métropoles et la moyenne montagne : vu de la métropole, les accords d'*interterritorialités* restent en grande partie à inventer et vu de l'Europe et de l'association des élus de montagne, c'est d'abord l'approche par massif qui doit primer pour organiser la résistance face à l'urbanisation en tache d'huile des grandes villes. J'aimerais pour ma part mobiliser des enquêtes récentes centrées sur le récit politique des métropoles en formation pour souligner les trois dimensions qui caractérisent ce dialogue difficile, contrarié ou conflictuelle.

Le premier malentendu est logiquement de nature auditive et locutive, en réception comme en émission des informations. D'une part, les deux types d'espace ne communiquent pas vraiment entre eux dans la mesure où personne n'écoute ni n'entend ce que dit le voisin. Les *forces vives* de chaque territoire argumentent leurs projets de développement local en mobilisant des grammaires spécialisées ou catégorielles qui reposent sur des langages techniques différents. D'autre part, les métropolitains comme les montagnards ont un problème d'énonciation et de diction sur ce qui les rassemble. Dans les deux cas, on trouve peu de porte-paroles ou de porte-voix qui sont spécifiquement mandatés et légitimes pour parler au nom du groupe, pour mettre des mots sur les valeurs territoriales qui les unissent. Ca ne veut pas dire qu'il n'y a pas de communauté, mais, et c'est tout particulièrement le cas en moyenne montagne, l'identité est considérée comme un vécu, elle ne fait pas vraiment l'objet d'explications et de mises en récits à visée didactique.

Le deuxième malentendu est plus subtilement d'ordre visuel, avec deux pathologies contradictoires. La première est la myopie : chacun ne discerne de son voisin que des éléments observés de très près, le nez collé à la vitre et de façon assez stéréotypée. Les « urbains » voient surtout dans les espaces montagnards des remonte-pentes, des petits ponts en bois et des sommets immaculés, tandis que les « montagnards » visualisent dans les agglomérations des rues piétonnières, des grandes surfaces commerciales et des quartiers « difficiles ». Ces perceptions ont pour point commun d'être stéréotypées et réductrices. La seconde pathologie est la presbytie : même avec du recul, les métropolitains et les montagnards ne parviennent pas à saisir la géographie complexe des territoires attenants, leurs frontières, les imbrications et les passions des habitants qui y vivent. Dans le flou, on se contente de cataloguer l'autre comme un étranger même si parfois, avec la mobilité, la mondialisation et la progression des classes moyennes, les modes de vie et les systèmes de valeurs deviennent étonnamment semblables.

Enfin, le troisième malentendu, qui pour partie découle des deux premiers, est d'ordre politique : tant dans les métropoles qu'en moyenne montagne, les élus connaissent des problèmes récurrents d'écoute (de la parole des habitants) et de vision (sur le destin à long terme de leur territoire). Le dialogue

avec les habitants fait l'objet de multiples dispositifs (enquêtes publiques, consultations, sondages...) mais force est de constater que ces initiatives de démocratie participative débouchent, dans les deux cas, sur des résultats assez mitigés, favorisant rarement une activité délibérative constructive. Côté métropole, la création des « conseils de développement » depuis le début des années 2000 favorise certes des échanges et des expertises dans des domaines très variés, mais sans que le dossier le plus épineux, la définition de *l'intérêt communautaire* propre aux agglomérations, devienne une préoccupation réellement négociée et partagée entre les élus et les représentants de la société civile. Côté moyenne montagne, le dynamisme de la vie associative et la mobilisation des habitants sur des enjeux ciblés (environnement, tourisme, transports...) s'expriment de façon vigoureuse à l'échelon municipal mais les débats peinent à trouver des relais et des traductions dans les intercommunalités alors que c'est à cette échelle que sont planifiés les services publics structurants. La vision à long terme est l'autre défi politique sur lequel les élus butent, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Tout se passe comme si l'imaginaire territorial des Français, imprégné par deux siècles de complicité entre la commune rurale, le département et les administrations nationales, ne parvenait que très partiellement à projeter un sentiment identitaire lié aux entités émergentes de la métropole, de la région et de l'Europe. Pour les habitants des métropoles comme pour ceux de la moyenne montagne, cette représentation territoriale pose problème dès lors qu'aucun récit politique n'en raconte les vertus, les valeurs et les espoirs.

Dans ses expressions visuelles, sonores et politiques, le malentendu entre les métropoles et la moyenne montagne apparaît donc singulièrement multifactoriel. Peut-être les CAUE ont-ils ici un rôle particulier à jouer pour clarifier les points de vue, pour amplifier les prises de parole et pour imaginer des scénarios partagés, ou, *a minima*, plus concertés. L'entrée par l'architecture, le paysage et l'urbanisme a l'avantage d'énoncer les priorités d'action publique à partir d'une conception esthétique et presque éthique du *vivre ensemble*. Cette sensibilité intéresse particulièrement les chercheurs en science politique parce qu'elle se situe au cœur de deux belles énigmes dans l'analyse du politique : d'une part la place des émotions dans la construction du jugement politique, d'autre part le sentiment de schizophrénie qui saisit souvent les décideurs publics locaux lorsqu'il leur faut penser simultanément le bien commun, les intérêts territoriaux, les revendications catégorielles et la parole citoyenne. Paradoxalement, la moyenne montagne semble sur ces deux points à la fois riche et victime de son histoire identitaire, de son rapport passionnel aux espaces naturels et d'une certaine radicalité dans la façon de se projeter sur l'avenir.

Il serait hasardeux de n'orienter le dialogue avec les *voisins* que sur un mode communautaire, défensif et conservatoire, en se reposant sur les stéréotypes simplistes des villes hégémoniques et de la métropolisation dangereuse. Le destin du couple métropole/montagne paraît étroitement lié à la qualité de la vision partagée, complémentaire et solidaire des *intérêts* et des valeurs entre les deux parties. Et assurément, le récit ambitieux de cette concorde reste à écrire... »